

Des professeurs dâ??universitÃ© perdent leur emploi Ã cause du Ã« nouveau McCarthyisme Ã» sur Gaza

Description

Alors que la rÃ©pression policiÃ¨re brutale balaie les campements sur les campus, les Ã©coles coupent les liens avec les enseignants pro-palestiniens qui ne sont pas titularisÃ©s.

Par Natasha Lennard, le 16 mai 2024



Une manifestation dâ??Ã©tudiants contre la guerre israÃ©lienne Ã Gaza a lieu Ã la Sather Gate de lâ??UniversitÃ© de Californie, Berkeley, le 16 octobre 2023 [File : AP/Michael Liedtke].

De nombreux universitaires engagÃ©s en faveur de la libÃ©ration de la Palestine ne peuvent plus exercer leur mÃ©tier. En effet, bon nombre des professeurs les plus favorables Ã la Palestine nâ??ont plus de travail.

Câ??est particuliÃ¨rement vrai dans la bande de Gaza, [dont les 12 universitÃ©s ont Ã©tÃ© rÃ©duites en ruines](#) et oÃ¹ plus de 90 professeurs ont Ã©tÃ© tuÃ©s lors de lâ??assaut israÃ©lien sur le territoire. La gravitÃ© de ce qui, selon les experts des Nations Unies, pourrait sâ??apparenter Ã un Ã« [scolasticide](#) Ã» soutenu par les Ã©tats-Unis nâ??a pas dâ??Ã©quivalent sur le sol amÃ©ricain.

Pourtant, la tentative israÃ©lienne dâ??Ã©radication de la vie intellectuelle Ã Gaza trouve un Ã©cho bien au-delÃ du territoire, les universitÃ©s amÃ©ricaines veillant Ã ce que certains professeurs qui ont exprimÃ© leur soutien Ã la Palestine ne puissent plus faire leur travail non plus.

Depuis le dÃ©but de la guerre israÃ©lienne contre Gaza, des universitaires dans des domaines tels que la politique, la sociologie, la littÃ©rature japonaise, la santÃ© publique, les Ã©tudes latino-amÃ©ricaines et caribÃ©ennes, les Ã©tudes sur le Moyen-Orient et lâ??Afrique, les mathÃ©matiques, lâ??Ã©ducation et bien dâ??autres encore ont Ã©tÃ© licenciÃ©s, suspendus ou renvoyÃ©s de leur salle de classe pour avoir tenu des propos pro-palestiniens et anti-israÃ©liens.

Ces professeurs ont peu de choses en commun. Ils vivent dans des villes et des Ã©tats diffÃ©rents et sont originaires de pays diffÃ©rents. Certains enseignent dans leur Ã©tablissement depuis des dÃ©cennies, dâ??autres viennent dâ??Ãªtre embauchÃ©s. Certains ont enseignÃ© dans des universitÃ©s privÃ©es, dâ??autres dans des universitÃ©s publiques. Ils jouissent de divers degrÃ©s de sÃ©curitÃ© de lâ??emploi, depuis le professeur titulaire jusquâ??aux contrats les plus prÃ©caires des auxiliaires. Ils sont Ã©galement trÃ¨s diversifiÃ©s sur le plan racial, ethnique, religieux, de lâ??Ã¢ge et du sexe.

Ce qu'ils ont en commun, c'est qu'au cours des derniers mois, ils ont tous pris position en faveur de la liberté des Palestiniens – des positions qui les ont conduits à être la cible de groupes pro-israéliens.

D'un campus à l'autre, les professeurs [ont défendu le droit des étudiants à manifester](#), mais lorsque les universitaires eux-mêmes soutiennent la Palestine et s'y opposent à l'État israélien, les conséquences professionnelles ont souvent été graves.

Il n'existe pas de décompte officiel du nombre d'universitaires qui ont perdu leur emploi ou ont été suspendus pour avoir soutenu la Palestine, notamment parce que l'enseignement supérieur dans ce pays est désarticulé, souvent privatisé et tributaire de contrats de travail à court terme. Dans l'ensemble, les professeurs qui ont perdu leur emploi ou ont été suspendus à cause de la Palestine ont rendu ces allégations publiques en s'exprimant eux-mêmes. Des dizaines d'universitaires à travers le pays font probablement l'objet d'une enquête, et nombre d'entre eux risquent de voir leur contrat expirer discrètement sans être renouvelé.

The Intercept s'est entretenu avec plus d'une douzaine de professeurs, qu'ils soient adjoints ou titulaires, dont l'emploi a été mis en péril par leur discours pro-palestinien. Tous les professeurs avec lesquels je me suis entretenu ont fait l'objet d'une enquête à un moment donné depuis le 7 octobre ; certaines enquêtes ont été closes sans qu'aucun acte répressible n'ait été constaté. Plusieurs d'entre eux ont été suspendus à des degrés divers et quatre ont perdu leur emploi ou s'attendent à le perdre la semaine prochaine, lorsque le semestre se terminera sans que leur contrat soit renouvelé.

Les entretiens, y compris ceux menés avec des militants syndicaux et des associations universitaires sur les campus, ont révélé un modèle de répression à motivation politique dans lequel des campagnes menées par des défenseurs d'Israël peuvent entacher la carrière d'universitaires en raison de commentaires exprimant leur indignation à l'égard de l'occupation israélienne en cours et de la guerre menée à Gaza.

« Parmi les dossiers que nous avons ouverts, aucun n'était lié à un discours pro-israélien. Tous les cas concernaient le soutien à la cause palestinienne ».

« L'essentiel de nos enquêtes, voire de nos affaires, concerne des violations des procédures réglementaires liées à la non-reconduction, au licenciement, à l'octroi de la titularisation, etc. Mme Levy m'a indiqué que l'organisation à but non lucratif, qui défend les droits des enseignants et la liberté académique, avait ouvert cinq dossiers au cours des derniers mois concernant des discours pro-palestiniens.

« Lorsque nous avons cinq ou six cas de ce type en l'espace de deux mois, où les suspensions sont liées à des messages sur les réseaux sociaux concernant un événement d'actualité, disons la guerre à Gaza, c'est inhabituel », a-t-elle déclaré. « Parmi les dossiers que nous avons ouverts, aucun n'était lié à un discours pro-israélien. Tous les cas concernaient le soutien à la cause palestinienne ».

Nous sommes à l'aube d'un « nouveau maccarthysme », a déclaré Mme Levy. « Il s'agit peut-être seulement de la partie émergée de l'iceberg. »

Les institutions sont bien placées pour éliminer les dissidents politiques de leurs effectifs sous la bannière trompeuse de la protection du peuple juif, en raison de l'intensification des [attaques](#) du camp républicain contre l'enseignement supérieur.

« Il ne s'agit pas seulement que d'un nouveau maccarthysme. Il s'agit fondamentalement d'islamophobie, de racisme anti-musulman, de racisme anti-arabe, de racisme anti-palestinien », a déclaré Mohamed Abdou, professeur invité en études du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud et de l'Afrique à l'université de Columbia qui est -dire [jusqu'à la fin de ce semestre](#).

Le président de *Columbia*, Minouche Shafik, a annoncé que l'université coupait les liens avec Abdou lors d'une [audition](#) au Congrès le mois dernier sur l'antisémitisme sur le campus. Abdou était l'un des cinq professeurs nommés par le doyen de l'école, mais le seul n'est pas bénéficiaire de la protection relative de la titularisation. Son contrat d'un an se termine ce mois-ci.

« Ce qu'elle a fait en réalité, c'est de mettre sur une liste noire globale », mais a dit Abdou à propos du témoignage de Shafik. (Columbia n'a pas répondu à une demande de commentaire).

M. Abdou a déclaré qu'il avait été diffamé pour des propos tenus dans [une publication sur Facebook](#) le 11 octobre, qui ont été pris hors contexte de façon spectaculaire. L'universitaire militant a été présenté au Congrès et dans les médias de droite comme un antisémite et un partisan du Hamas. Son long message invite les lecteurs à réfléchir à un avenir pour la Palestine et à soutenir la résistance, au-delà du binaire d'une formation étatique sécularisée et eurocentrique, ou de l'idée néoconservatrice de la charia du Hamas et du Jihad islamique.

« Je suis contre toute forme d'autoritarisme », mais a dit M. Abdou, dont les travaux portent sur l'islam, l'anarchisme et le colonialisme de peuplement depuis 1492.

Un post personnel sur les réseaux sociaux a été utilisé pour briser la carrière d'Abdou, après 20 ans d'enseignement au Canada, en Égypte et aux États-Unis dans des domaines tels que les études queers et les études indigènes, laissant l'universitaire avec peu de recours et d'options. Il est loin d'être le seul.

« Renvoyé après 18 ans »

La répression anti-palestinienne sur les campus américains depuis le 7 octobre n'a pas été subtile. Les étudiants et les enseignants sont confrontés à une censure discriminatoire de grande envergure et à des allégations diffamatoires pour avoir défendu les intérêts des Palestiniens, alors que [le personnel de l'administration s'empresse d'apaiser les donateurs pro-israéliens](#) et les intérêts politiques conservateurs.

Au cours des derniers mois, les directeurs des écoles ont fait appel aux forces anti-émeutes pour nettoyer les campements d'étudiants et arrêter des milliers de personnes à l'université de *Columbia*, au *City College* de New York, à l'*Emerson College*, à l'université d'Emory, à

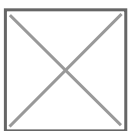
lâ??universit  de New York,   lâ??universit  d ??Austin au Texas et dans d ??autres établissements. Il s ??agissait d ??une [violence brutale de lâ??état à lâ??encontre des étudiants](#), sans pr c dent depuis le mouvement des campus contre la guerre du Viêt Nam, justifiée cette fois-ci par des allégations peu convaincantes concernant la [sécurité des étudiants](#), étayées par un amalgame entre lâ??antisionisme et lâ??antisémitisme.

Il y a eu des scènes de solidarité entre professeurs. La semaine dernière, les professeurs de la *New School*   New York, o 1 j ??enseigne, ont lancé le premier campement de solidarité dirigé par des professeurs, à la suite de la fermeture du campement des étudiants par des arrestations massives. Fin avril, des [dizaines](#) de professeurs et d ??autres personnes de lâ??universit  de New York ont formé une ligne autour de leurs étudiants protestataires alors que la police était appelée à faire une descente dans leur campement ; les professeurs et les étudiants ont été arrêtés tous ensemble. [Les images des arrestations](#) de Noëlle McAfee, présidente du département de philosophie d ??Emory, et de Caroline Fohlin, professeur d ??économie, cette dernière ayant été brutalement plaqu e au sol par les policiers, ont été largement diffusées en ligne.

Pourtant, une fois que lâ??attention des médias se sera détournée des raids policiers des campements universitaires pro-palestiniens et des arrestations violentes, de nombreux professeurs qui ont perdu leur travail seront toujours sans moyens de subsistance ou confrontés à un avenir précaire, leur réputation étant injustement entachée.

  J ??ai été licenci  après avoir enseign  pendant 18 ans les études latino-américaines et caribéennes au *John Jay College of Criminal Justice*  , a déclaré Danny Shaw. Le mois dernier, les administrateurs de lâ??établissement, qui fait partie du système public *City University of New York*, lui ont annoncé qu ??il ne serait pas reconduit dans son poste d ??assistant qu ??il occupait depuis longtemps. Les collègues de M. Shaw avaient proposé de le reconduire dans ses fonctions, mais la présidente de John Jay, Karol Mason, a rejeté leur demande, selon une [lettre ouverte](#) du département d ??économie.

  La non-reconduction du mandat de Danny Shaw est une décision inacceptable  , écrivent les collègues du département d ??économie dans leur lettre ouverte.   Danny Shaw est un membre précieux de son département qui enseigne à John Jay depuis 2007. Le professeur Shaw est un excellent enseignant qui a re su un *Distinguished Teaching Award*  .



Des professeurs bloquent un fourgon de police transportant des étudiants arrêtés devant le campement pro-palestinien de la facult  de la *New School*, le 9 mai 2024, à New York. Photo : Michael Nigro/Sipa via AP Images

Selon M. Shaw, ce licenciement fait suite à un harcèlement en ligne de la part de la droite et des pro-israéliens, en réponse à son soutien vocal à la Palestine et à son opposition à Israël après le 7 octobre et le début des bombardements israéliens.

« J'ai vu un génocide en marche et j'ai commencé à organiser des manifestations, des cours sur le sujet et des conférences », m'a dit M. Shaw.

Sur son compte X (ex-Twitter) à la mi-octobre, à la suite de remarques stridentes et belliqueuses de la part de responsables israéliens, Shaw a écrit dans un message aujourd'hui supprimé que le sionisme « est plus qu'une maladie mentale ; c'est une maladie génocidaire ». La cible était sans ambiguïté l'idéologie sioniste et ses adeptes, et non les juifs parce qu'ils sont juifs. Le discours s'inscrit clairement dans les limites des protections du premier amendement. Il a, bien entendu, été décrit comme antisémite.

Le schéma est désormais familier. Des groupes sionistes tels que [Canary Mission](#) et [Antisemitism.org](#), qui se sont fait un devoir de s'en prendre aux enseignants et aux étudiants en ligne, ciblent ceux qui, sur le campus, ont des opinions pro-palestiniennes. Les universités subissent alors des pressions politiques et des donateurs pour censurer les professeurs ciblés.

De nombreux universitaires qui risquent aujourd'hui d'être licenciés, suspendus ou dont le contrat n'a pas été renouvelé m'ont dit que leur soutien ouvert à la liberté des Palestiniens n'était pas nouveau et n'avait jamais été un problème important auparavant. « Je fais du travail de solidarité avec les Palestiniens depuis les années 1990, lorsque j'étais adolescent », a déclaré M. Shaw.

Au moment où John Jay a coupé ses liens avec Shaw, CUNY était confronté à une pression croissante de la part de la ville et de l'état, avec la menace d'une perte de financement liée à de fausses allégations de recrudescence de l'antisémitisme sur le campus. Fin octobre, [le gouverneur de New York, Kathy Hochul](#), a ordonné une enquête indépendante sur l'antisémitisme à CUNY. (Un porte-parole du John Jay College a déclaré que l'établissement ne pouvait pas faire de commentaires sur les questions de personnel).

CUNY a mis fin à ses relations avec au moins un autre professeur en raison de son discours lié à la guerre d'Israël contre Gaza. L'un d'entre eux, Lisa Hofmann-Kuroda, spécialiste de la littérature japonaise et anciennement au *Hunter College* de CUNY, m'a indiqué dans une déclaration qu'un étudiant avait signalé au chef de son département, en novembre, plusieurs de ses messages pro-palestiniens sur les réseaux sociaux. Rien dans ces messages n'était antisémite, a-t-elle précisé. « La seule chose que j'ai faite, a-t-elle ajouté, est de critiquer l'état d'Israël pour son occupation brutale de la Palestine depuis 75 ans et de critiquer les Américains pour leur complicité ou leur silence dans ce génocide. »

Les discours pro-israéliens entraînent des conséquences beaucoup moins fréquentes, mais cela arrive. Dans un cas, l'université d'Arizona a mis en congé Jonathan Yudelman, chercheur doctorant, après qu'une vidéo d'un rassemblement pro-israélien [soit devenue virale](#). Dans cette vidéo, tournée près du campus en mai, Yudelman s'en prend à une femme portant un hijab, qui affirme que ses limites religieuses sont violées. Yudelman lui répond : « Tu manques de respect à mon sens de l'humanité, salope ». Dans une [déclaration](#) publiée la semaine dernière, l'écriteur a indiqué que M. Yudelman « est en congé de l'université d'Arizona dans l'attente des résultats de l'enquête » sur l'incident. Le communiqué précise qu'avant l'incident, « Yudelman avait démissionné de son poste à l'ASU, avec effet au 30 juin, et qu'il n'était pas prévu qu'il donne d'autres cours ».

Le cas de Yudelman est une rare exception – la règle qui considèrer le soutien à la Palestine comme une faute professionnelle.

La titularisation – l'absence de l'insécurité

Ce que le regretté et l'agendaire avocat des droits civiques Michael Ratner a appelé « l'exception palestinienne – la liberté d'expression » n'est pas nouveau, même si son escalade au cours des mois qui ont suivi octobre a été féroce.

« La répression de l'antisionisme a une longue et vilaine histoire dans le monde universitaire. Elle a vraiment commencé à s'intensifier après 1967 », m'a dit par courriel Steven Salaita, universitaire et auteur palestinien américain, en faisant référence à la période de la guerre israélo-arabe de 1967, à une époque où le soutien à Israël se renforçait aux États-Unis. Mais la situation est pire aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. »

Salaita a été licencié pour un discours pro-palestinien en 2014, un précurseur du moment répressif actuel. Après que Salaita ait été licencié d'un poste permanent en études américaines à l'université de l'Illinois pour des tweets critiquant Israël, une demande de documents publics au nom de Salaita a révélé des communications entre l'université et plusieurs riches donateurs menaçant de retirer leur soutien financier si Salaita n'était pas licencié. L'université a finalement réglé un procès intenté par M. Salaita pour un montant de 875 000 dollars.

« Je dirais que, d'une part, ma situation avec l'université de l'Illinois il y a dix ans est exactement la même que celle de tant de mes collègues et camarades aujourd'hui », m'a dit M. Salaita. « D'autre part, ma situation était différente dans la mesure où j'ai été licencié d'un poste de professeur permanent, ce qui est très rare. »

Ces dernières années, les « guerriers culturels » de droite et les administrateurs soucieux de leur rentabilité ont tenté de trouver des moyens de licencier les professeurs titulaires. Comme l'a souligné le théoricien politique Joshua Clover, professeur titulaire à l'université de Californie à Davis, la plupart des universités n'ont pu y parvenir qu'en fermant des départements entiers pour de prétendues raisons économiques. L'attaque des discours pro-palestiniens offre cependant une toute nouvelle voie, sous couvert de protéger les étudiants juifs.

Les accusations larges et vagues de « faire en sorte que les étudiants ne se sentent pas en sécurité » permettent aux universités d'examiner minutieusement tout ce que fait un professeur, à l'intérieur ou à l'extérieur de la salle de classe. Clover, qui a lui-même été la cible de la *Canary Mission* pour son discours antisioniste, m'a dit que cela permettait de traiter le discours « extra-muros » à ce qu'est – dire en dehors des murs de l'école – comme quelque chose de pertinent pour la situation professionnelle des gens employés par l'école.

« Il n'y a plus rien d'extra-muros », a-t-il déclaré. « Nous sommes tous au travail 24 heures sur 24, où que nous soyons. »

Câ??est un discours extra-muros â?? un [essai](#) pour un Ã©diteur de gauche â?? qui a valu Ã Jodi Dean, [thÃ©oricienne](#) politique titulaire Ã *Hobart and William Smith Colleges* Ã New York, oÃ¹ elle enseigne depuis 30 ans, dÃ¢??Ãªtre suspendue de ses fonctions. (Bien qu'Ãªlle reste toujours employÃ©e par lâ??universitÃ©.) Son essai a Ã©tÃ© condamnÃ© pour avoir qualifiÃ© d'Ã« exaltante Ã« la vision des images de la percÃ©e du mur de Gaza le 7 octobre, et le prÃ©sident de lâ??universitÃ© a dÃ©clarÃ© dans une lettre qu'Ã« il peut y avoir des Ã©tudiants sur notre campus qui se sentent menacÃ©s dans la salle de classe ou en dehors Ã«.

Ã« Je suis ici depuis 20 ans et je n'Ãªi jamais rien vu de tel Ã«, a dÃ©clarÃ© Paul Passavant, professeur de politique Ã *Hobart et William Smith*, Ã *Middle East Eye* Ã propos de la suspension de M. Dean. Ã« Câ??est une violation totale de la libertÃ© acadÃ©mique. Câ??est une violation totale de la libertÃ© acadÃ©mique et de lâ??intÃ©gritÃ© de lâ??institution en tant qu'Ãªinstitution acadÃ©mique. Ã«

En rÃ©ponse Ã des demandes de commentaires, un porte-parole de *Hobart and William Smith* a transmis trois [lettres](#) de la direction de lâ??universitÃ© qui avaient Ã©tÃ© envoyÃ©es Ã la communautÃ© universitaire Ã la mi-avril.

Ã« La professeure Dean a le droit d'exprimer son point de vue Ã«, a Ã©crit Sarah Kirk, doyenne de la facultÃ©, dans une [lettre](#) datÃ©e du 15 avril. Ã« Il est Ã©galement vrai que *Hobart and William Smith* a lâ??obligation, en vertu des lois fÃ©dÃ©rales contre la discrimination, y compris le titre VI, d'ÃªenquÃªter et de prendre des mesures rapides lorsqu'Ãªil existe une possibilitÃ© qu'Ãªil y ait un environnement hostile basÃ© sur lâ??origine nationale, lâ??ascendance partagÃ©e, ou d'Ãªautres classes protÃ©gÃ©es qui peuvent interfÃ©rer avec la capacitÃ© d'Ãªun Ã©tudiant Ã apprendre et Ã profiter des avantages d'Ãªune Ã©ducation Ã«. Les lettres indiquent toutes que Mme Dean a Ã©tÃ© Ã« relevÃ©e Ã« de ses fonctions en classe pendant qu'Ãªelle fait lâ??objet d'Ãªune enquÃªte de la part de lâ??Ã©cole.

Le militant et universitaire Amin Husain a [lui aussi](#) Ã©tÃ© sanctionnÃ© pour ses propos extra-muros. Il a appelÃ© Ã la libÃ©ration de la Palestine pendant de nombreuses annÃ©es, mais il n'Ãªa Ã©tÃ© suspendu de son poste d'Ãªassistant Ã lâ??universitÃ© de New York qu'Ãªen janvier de cette annÃ©e.

Ã« J'Ãªenseigne depuis sept ou huit ans. Je n'Ãªai jamais reÃ§u une seule plainte Ã«.

Husain m'Ãªa expliquÃ© que le service des ressources humaines de lâ??universitÃ© lâ??avait interrogÃ© non seulement sur ses dÃ©clarations antisionistes, mais aussi sur le contenu sur les rÃ©seaux sociaux publiÃ© par un collectif artistique abolitionniste, *Decolonize This Place*, auquel il est affiliÃ©. Aucun des messages du collectif n'Ãªa Ã©tÃ© attribuÃ© Ã Husain en particulier.

Ã« J'Ãªenseigne depuis sept ou huit ans. Je n'Ãªai jamais reÃ§u une seule plainte Ã«, m'Ãªa dit M. Husain. Il a ajoutÃ© que sa suspension n'ÃªÃ©tait pas le rÃ©sultat d'Ãªune plainte d'Ãªun Ã©tudiant, mais d'Ãªune preuve obtenue par des Ã« doxing outlets Ã«. Bien qu'Ãªil soit techniquement suspendu, Husain est un professeur auxiliaire dont le contrat se termine ce mois-ci. (L'ÃªuniversitÃ© de New York n'Ãªa pas rÃ©pondu Ã une demande de commentaire).

« Je ne serai jamais embauché par NYU », m'a-t-il dit. Quant à l'université, il a déclaré : « Vous avez détruit ma réputation et vous n'avez même pas fait preuve de la diligence nécessaire ».

Une [lettre](#) de soutien à Husain, signée par plus de 2 000 artistes, écrivains, universitaires et étudiants, indique que « ces attaques contre la parole (et les orateurs) reflètent l'idéologie qui sous-tend la logique de destruction infligée à l'infrastructure culturelle de la Palestine elle-même ».



Le professeur Craig Campbell s'exprime aux côtés de professeurs rassemblés pour demander à l'Université du Texas à Austin de se désinvestir d'Israël, le 5 mai 2024, à Austin, Texas. Photo : Brandon Bell/Getty Images

« Le moment est venu »

La question de la liberté académique en Palestine est inséparable des luttes syndicales qui ont secouru les universités au cours de la dernière décennie.

« Jusqu'à récemment, les syndicats de ce pays ont été incroyablement faibles, ce qui a eu pour effet d'empêcher les dirigeants des universités qui mettent en œuvre des politiques de plus en plus répressives sur leurs campus », explique Molly Ragan, organisatrice syndicale au sein de la section locale 7902 de l'UAW, qui enseigne à la *Parsons School of Design*, qui fait partie de l'université *New School*. « Ce que j'ai appris au cours des deux années que j'ai passées en tant qu'organisatrice syndicale de l'UAW à travailler avec les enseignants et les étudiants de New York, c'est que le mouvement syndical et le mouvement pro-palestinien vont de pair. »

Aux côtés de la section « *Students for Justice in Palestine* » de la *New School*, deux syndicats de travailleurs étudiants, tous deux affiliés à l'UAW, ont organisé le campement des étudiants sur le campus. Il y a deux semaines, ce camp de protestation a été évacué lors d'une descente surprise de la police, qui a procédé à plus de 40 arrestations.

M. Ragan a indiqué que l'implication des travailleurs visait à fournir « un bouclier juridique pour le campement, car toute mesure de rétorsion constitue une violation de notre droit fondamental à l'activité concertée en vertu de l'article 7 de la NLRA » à une référence à la [protection](#) de l'action collective sur le lieu de travail prévue par la loi nationale sur les relations de travail (*National Labor Relations Act*). [Lundi](#), la section locale 7902 de l'ACT-UAW a déposé une plainte pour pratique déloyale de travail contre la suite des arrestations sur le campus et du traitement réservé aux participants au campement.

L'importance de soutenir les universitaires qui s'expriment en faveur de la Palestine va toutefois bien au-delà de la [liberté d'expression](#) et de la protection des travailleurs. L'occupation israélienne et la guerre brutale en cours sont des rappels constants des questions les plus importantes qui se posent.

« Si le silence est le résultat souhaité, alors les organisations sionistes échouent lamentablement. »

Malgré les descentes de police incessantes, les campements de protestation s'accroissent. Près de 200 campus à travers le pays ont établi des campements le mois dernier pour exiger le désinvestissement d'Israël, de son appareil militaire et des entreprises qui en bénéficient.

« Je ne pense pas que la répression fonctionnera, pas si son but ultime est de faire taire les gens. Si l'objectif est la punition en soi, alors la tactique est efficace », mais a dit l'universitaire Salaita. « Mais si le silence est le résultat souhaité, alors les organisations sionistes échouent lamentablement et continueront d'échouer lamentablement. Personne ne va cesser de parler de la Palestine à ce stade. »

Clover, le professeur de *Davis*, s'est fait l'écho de ce sentiment. « Si vous risquez d'être licencié pour avoir défendu la Palestine, c'est maintenant qu'il faut le faire de toute façon », a déclaré M. Clover. « C'est le moment de le faire de la manière la plus sérieuse et la plus respectueuse. »

Ce défi de principe n'est nulle part mieux illustré que par les universitaires palestiniens qui ont le plus perdu.

« Nous ne nous laisserons jamais, nous ne serons jamais effrayés ou menacés de cesser de plaider pour la justice et la paix et de mettre fin au massacre et au génocide en cours en Palestine », mais a dit par courriel Ahmed Alhussaina, vice-président de l'université [Israa](#), l'un des établissements d'enseignement supérieur et de recherche les plus réputés de Gaza.

« C'est vraiment une honte d'assister à une telle ignominie dans le système politique américain », a déclaré M. Alhussaina. « Il y a une campagne maccarthyste pour faire taire la voix palestinienne dans toutes les universités américaines, grandes et petites, mais il y a une grande détermination et un soutien à Gaza et à la Palestine dans toutes les universités, et il sera difficile de contenir cette marée de jeunes diplômés. »

Alhussaina, qui a perdu 102 membres de sa famille dans l'assaut israélien, a fui Gaza en novembre. Au début de la guerre, l'armée israélienne s'est emparée de son université et l'a transformée en caserne et en centre de détention, avant de la détruire dans une explosion massive et contrôlée.

Natasha Lennard est chroniqueuse pour *The Intercept*. Son travail a été publié dans *The Nation*, *Bookforum* et le *New York Times*, entre autres. Elle est directrice associée du programme d'études supérieures « Creative Publishing & Critical Journalism » à la *New School for Social Research* de New York. Elle est l'auteur de « Being Numerous : Essays on Non-Fascist

Life Á».

Source : [The Intercept](#)

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2024/05/22